

**Serons-nous conduits à faire un jour prochain une autre guerre que la guerre strictement militaire ? L'ennemi, l'adversaire, l'ami/adversaire représentent désormais autant de cas de figure actuels auxquels la France est confrontée au quotidien. Comment cerner l'emploi de la force (et de quelle force s'agit-il ?) dans un monde multipolaire miné par la menace terroriste à prépondérance islamiste, le jeu masqué des problématiques de puissance et les déséquilibres internes de nature sociétale et religieuse qui affectent un nombre croissant de pays du Sud comme du Nord.**

Sur ces différents fronts, la force militaire est la plus légitime et celle qui est le mieux encadrée par nos institutions. Mais est-elle pour autant préparée à faire face à la complexité conflictuelle du monde actuel ? L'armée française a été conçue pour mener des guerres conventionnelles ou nucléaires. Or une autre guerre prend une place croissante dans la résolution des rapports de force : la guerre de l'information. Jadis considérée comme une action complémentaire de l'action militaire, cette nouvelle forme d'affrontement mine les bases de la finalité même de la guerre militaire.

### **Un nouveau centre de gravité**

La guerre du Vietnam fut un signal d'alerte fort que nous délivra la première armée du monde par ce qu'il est convenu d'appeler une défaite informationnelle, comme le confirma le général américain Robert Scale (1) : *“L'armée américaine pensait que le centre de gravité vulnérable était le potentiel militaire ennemi et sa capacité de vaincre sur le terrain. Lors de l'offensive du Têt, les dirigeants communistes Ho Chi Minh et Giap ont pris le risque de perdre sur le plan militaire au profit d'une victoire décisive en guerre de l'information. Ils estimaient que le centre de gravité de l'ennemi était son propre peuple et que la bataille de l'opinion était primordiale”*.

Si la légitimité du faible semblait être le levier dans ce changement de définition du centre de gravité, la barbarie présentée comme un acte expiatoire au nom de la religion est en train de modifier une fois de plus la vision traditionnelle que l'on se fait du centre de gravité. Seulement, cette fois-ci, il ne s'agit plus de défendre Saïgon mais la France et l'Europe.

Mais la lutte contre le risque terroriste, indissociable de l'engagement de troupes françaises contre des forces qui se réclament de l'islamisme radical, peut emprunter d'autres chemins que ceux définis précédemment par le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale d'avril 2013. Lorsque le Premier Ministre Manuel Valls (2) appelle à “l'unité” intérieure comme extérieure pour lutter contre “l'islamo-fascisme”, un seuil est franchi dans la désignation de l'adversaire. La guerre devient politique.

Si la déstabilisation de l'Irak, de la Lybie, de la Syrie, de pays de l'Afrique sub-saharienne continue à s'étendre à d'autres territoires, il faudra faire face à l'inévitable, c'est-à-dire préserver notre autonomie stratégique “tous azimuts” pour reprendre la célèbre formule du général de Gaulle, en nous donnant les moyens de ne pas être piégés par des stratégies néfastes à l'intérêt national et en réfléchissant sur la manière de mener une guerre de l'information par le contenu pour stopper la barbarie.

### **La mise en lumière du dessous des cartes américaines au Moyen Orient**

En mai 2015, un groupe conservateur américain a obtenu la [déclassification d'un rapport](#) de la *Defense Intelligence Agency* à la suite d'un procès intenté à l'administration fédérale. Il est précisé dans ce document daté d'août 2012, que les Etats-Unis et leurs alliés opposés au régime syrien auraient intérêt à voir apparaître un Etat islamiste de tendance salafiste dans une partie de la Syrie afin d'accentuer la déstabilisation de Bachar El Assad. Cette révélation met un peu plus en lumière la petite phrase du [général Vincent Desportes](#). Cet ancien directeur de l'Ecole de Guerre avait déclaré, lors d'une audition devant une commission parlementaire française, que les Etats-Unis ont joué un rôle actif dans la montée en puissance de Daech.

Par la suite, il est démontré par les faits que cette manœuvre géopolitique américaine a mis la France dans une situation totalement contradictoire :

- sur le plan diplomatique, le gouvernement français soutient la position américaine et saoudienne contre le régime syrien ;
- sur le plan intérieur, les forces de sécurité françaises doivent affronter des terroristes qui se revendiquent de Daech et qui tuent des Français sur le territoire national.

### **La France en porte-à-faux**

Cette situation est à terme intenable car les structures de contre information dont [Manuel Valls a annoncé la création](#) seront d'autant plus démunies sur le plan argumentaire si les jeunes qui partent rejoindre Daech leur objectent ironiquement qu'elles le font avec l'assentiment tacite du principal allié de la France.

L'heure est venue de traiter ce type de problématique (3) avec le plus grand sérieux et sans ambiguïté en termes de stratégie. C'est le sens du [rapport](#) La France peut-elle vaincre Daech sur le terrain de la guerre de l'information. [Rédigé par des membres de l'Ecole de Guerre Economique](#), ce rapport s'inscrit dans une démarche de sensibilisation sur les nouvelles manières de s'affronter en dehors du terrain strictement militaire.

### **Christian Harbulot / [KNOWCKERS](#)**

#### **Notes :**

1. Extrait d'une interview du commandant l'*US Army War College*, par Patrick Barberis, réalisateur du documentaire *Vietnam, la trahison des médias*, diffusée en octobre 2008 sur la chaîne de télévision franco-allemande Arte.
2. <http://www.france24.com/fr/20150216-manuel-valls-lutte-contre-islamo-fascisme-antisemitisme-france-copenhague-attentat-rtl/>
3. Lire à ce propos le prochain Cahier « Penser autrement », in numéro hors série de la Revue de Défense Nationale à paraître début juin 2015.